

Par sa militarisation massive, par le rassemblement de troupes et d'armes dépassant largement les exigences que lui impose sa position géographique et par ses intentions peu claires en ce qui a trait à l'armement nucléaire, l'Afrique du Sud met sérieusement en danger les perspectives de stabilité dans la région.

La Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid tenue à Lagos en août dernier a montré à quel point cet état de fait préoccupe la communauté internationale, représentée par 112 délégations nationales, 12 organismes intergouvernementaux, 5 mouvements de libération et 51 organismes privés. Les conclusions unanimes de la communauté internationale ont été inscrites dans la Déclaration de Lagos. Celle-ci déclare solennellement que "l'Afrique du Sud appartient à tous ses habitants quelles que soient leur race, leur couleur, et leur croyance et que tous ont le droit d'y vivre et d'y travailler dans des conditions de pleine égalité". Elle exprime une ferme conviction que "le système de domination raciste doit être remplacé par le gouvernement par la majorité, tous les habitants devant participer sur un pied d'égalité à toutes les phases de la vie nationale et à la libre détermination du caractère politique, économique et social de leur société ainsi qu'à la libre disposition de leurs ressources naturelles". A cette fin, la Conférence de Lagos fait appel à tous les États pour qu'ils soutiennent le peuple sud-africain dans sa lutte légitime pour conquérir ses droits et démanteler le système d'apartheid.

Pour le Canada, le concept du gouvernement par la majorité dans une société démocratique suppose l'absence de domination ainsi que la pleine et égale participation de tous dans le respect intégral des droits des personnes et des minorités. Il appartient aux Sud-Africains d'arrêter les moyens à prendre pour réaliser ces ajustements économiques, sociaux et politiques. Mais il est évident que tous les secteurs de la société doivent participer pleinement au processus de changement. Ce processus sera achevé lorsque la discrimination raciale aura été éliminée et qu'on aura instauré un système économique et politique juste. Il ne saurait l'être lorsque la majorité n'aura vu s'améliorer qu'un tant soit peu sa situation économique et son mode de vie.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies, dont le Canada est actuellement membre, a pris, le 4 novembre, la grave décision d'imposer un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. C'était la première fois qu'une sanction de cette nature était prise contre un État membre. Dans sa résolution, le Conseil constatait, "eu égard aux politiques et aux actes du gouvernement de l'Afrique du Sud, que l'acquisition par l'Afrique du Sud d'armes et de matériel connexe constitue une menace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales". Il demandait à tous les gouvernements de cesser toute livraison à l'Afrique du Sud d'armes, de munitions, de véhicules et de matériel militaires, d'équipement de police paramilitaire et de pièces détachées pour les articles susmentionnés et de cesser également l'octroi de licences pour la fabrication ou l'entretien de ces articles. Il priait également les États de s'abstenir de toute coopération avec l'Afrique